



## **Face à l'offensive accélérée de Macron et son gouvernement au service du capital, luttons pour nos droits et la satisfaction de nos besoins ! La rupture politique ne passera que par les luttes !**

### **Introduction**

En France, la richesse produite par les travailleurs investie dans la santé (Sécurité Sociale et Hôpital) est en constante diminution depuis 30 ans. **Le système capitaliste traverse une crise sanitaire, mais le COVID-19 révèle et amplifie une crise plus globale.** Le système en crise réduit encore plus la capacité à reconstituer la force de travail des salariés, il les laisse mourir. Il réserve une part encore plus grande de la richesse produite aux profits des grands groupes capitalistes.

Dans le même temps, une lutte sans merci a été engagée pour résoudre les contradictions du système capitaliste sur le dos des travailleurs. **Le système capitaliste est en crise structurelle.** Le ralentissement économique dû au confinement est en train de déboucher sur une destruction massive du capital (les entreprises que le système va juger sacrificables) permettant, à la fois, licenciements en masse et surexploitation des salariés.

**Sur le plan international, la crise capitaliste sanitaire révèle aussi l'exacerbation des oppositions inter – impérialistes, le risque de guerre s'aggrave.**

**La France accuse un retard par rapport aux pays européens dans la destruction des acquis sociaux et démocratiques, que le capital a dû concéder avec une forme de démocratie bourgeoise. Mais le capital se trouve confronté à une de ses contradictions. Cette forme de démocratie bourgeoise concédée représente aujourd'hui un ralentissement, une entrave à son besoin intrinsèque de maximisation des profits / d'accumuler du capital.**

Si le confinement a (peut-être) eu la vertu de limiter la propagation du virus, **il n'en reste pas moins que son usage répressif a permis d'approfondir les attaques contre les droits des travailleurs** sans contestation possible. Ces attaques vont encore s'accélérer dans la stricte continuité de celles qui ont été mises en œuvre avant.

**La crise capitaliste intensifie et montre au grand jour l'antagonisme de classes entre les travailleurs et les capitalistes.** L'union nationale demandée par Macron sert à masquer cet antagonisme. L'instauration et l'alimentation du climat de peur permet d'enrôler les masses et de leur faire accepter tous les sacrifices (conditions de salaires, travail et de vie) au profit des capitalistes.

**Pour passer ce cap, transformant l'état d'urgence sanitaire en une loi d'urgence sanitaire et liberticide, Macron et son gouvernement tendent à engager la France dans une alternative fascisante par une structuration d'éléments incontestablement fascistes (fichage, assignation à résidence, permis de circuler, dépenses de polices (drones) et militaires, eugénisme) dans le but de museler toutes les forces vives et contestatrices du pays qui n'ont cessé de s'exprimer ces dernières années : luttes SNCF, santé, fonctionnaires, retraites etc...**

Le réchauffement climatique est source d'inquiétudes légitimes. Faisons confiance aux grandes puissances impérialistes pour chercher à enrôler les masses et faire accepter aux travailleurs toutes les régressions sociales au nom de la nouvelle croisade du « capitalisme vert ».

Face à l'offensive de Macron et son gouvernement au service du capital, plus que jamais, la rupture politique passe par les luttes !

I.	Le confinement pour notre bien ou un choix politique ?.....	3
II.	L'épidémie Covid19 révèle la crise sanitaire du système capitaliste .....	4
III.	Le Covid19 arrive en pleine crise capitaliste internationale : un cadeau en or pour le capital ! .....	4
IV.	De « crise » en « crise », la crise générale du capitalisme.....	5
V.	Des dépenses militaires en constante hausse depuis 1990 ! .....	5
VI.	La fin du mythe « de l'Europe qui protège et qui unit »! .....	6
VII.	Des milliards pour les grands groupes capitalistes et une accélération des attaques contre les travailleurs ! .....	6
VIII.	Macron gouverne pour le capital en s'appuyant et en alimentant un climat de PEUR. Edouard Philippe annonce un appauvrissement général en France. ....	7
IX.	Demain, l'arme absolue : « l'apocalypse climatique, pour nous faire accepter tous les sacrifices » !8	
X.	Bilan.....	8
XI.	Face à l'offensive du capital contre les droits des travailleurs, communistes, nous devons porter, dans les semaines et les mois à venir, ces revendications immédiates (liste non exhaustive) en rupture avec la politique de Macron: .....	9
XII.	A partir des luttes, reconstruire le Parti de classe dont les travailleurs ont besoin et construire la voie vers le socialisme:.....	10

## I. Le confinement pour notre bien ou un choix politique ?

L'épidémie Covid19 s'est répandue en France, depuis décembre 2019, au moins. Le gouvernement l'a reconnu le 6 mai. On comprend mieux la perte de contrôle d'Agnès Buzin, le 16 mars : « *Je savais que la vague du tsunami était devant nous. Le 30 janvier, j'ai averti [le premier ministre], Edouard Philippe que les élections ne pouvaient sans doute pas se tenir. On aurait dû tout arrêter, c'était une mascarade.* ». On peut légitimement en déduire qu'au plus tard en janvier l'épidémie et ses conséquences étaient connues du gouvernement. Le gouvernement a choisi d'adopter la stratégie habituelle face à toutes les épidémies : laisser faire. Mais face aux images de l'Italie, la peur s'est installée en France. Coincé, le gouvernement a dû agir différemment. Toutefois, un constat s'impose, entre les premiers cas de pneumopathie atypique (avérés Covid19) en décembre et l'instauration du confinement le 17 mars, qu'ont-ils fait ? RIEN !

Le gouvernement a ouvertement justifié le confinement de 15 jours par la carence de lits de réanimation (la France est classée au 19e rang mondial pour les lits de réanimation pour 1000 habitants ! Nous n'avions que 3 lits de réanimation pour 1 000 habitants au début de l'épidémie). Le gouvernement a ensuite justifié la prolongation du confinement en nous expliquant que, pour avoir une immunité générale, il fallait que 60 à 70% de la population ait été infectée. Or, le confinement limite, a priori, la contamination. Cherchez l'erreur ?

<b>En saison hivernale : Décès en nombre et en % sur la population</b>										
sources insee	2019/2020	% de décès	2018/2019	% de décès	2017/2018	% de décès	2016/2017	% de décès	2015/2016	% de décès
septembre	46 200	0,069	45 803	0,068	46 144	0,069	44 833	0,067	44 660	0,067
octobre	50 400	0,075	49 993	0,075	49 452	0,074	50 350	0,075	50 100	0,075
novembre	51 900	0,077	49 736	0,074	50 011	0,075	49 773	0,075	46 604	0,070
décembre	55 000	0,082	52 985	0,079	56 937	0,085	57 339	0,086	50 721	0,076
janvier	57 000	0,085	60 400	0,090	59 774	0,089	68 145	0,102	54 096	0,081
février	51 200	0,076	55 900	0,083	52 175	0,078	52 538	0,079	49 454	0,074
mars	61 600	0,092	53 700	0,080	60 391	0,090	50 251	0,075	54 155	0,081
avril	66 100	0,099	49 200	0,073	50 416	0,075	47 025	0,070	48 724	0,073
mai évalué à partir de la moy journalière	48 387	0,072	49 100	0,073	47 841	0,072	48 389	0,072	48 042	0,072
<b>Total par saison hivernal</b>	<b>487 787</b>	<b>0,727</b>	<b>466 817</b>	<b>0,697</b>	<b>473 141</b>	<b>0,707</b>	<b>468 643</b>	<b>0,702</b>	<b>446 556</b>	<b>0,670</b>
Différence avec la saison précédente	20 970		-6 324		4 498		22 087			
Population au 1e janvier	67 064 000		66 978 000		66 884 000		66 774 000		66 603 000	

Ce confinement aurait-il un autre but ? Maintien de la population dans la peur ? Contrôle de la population ?

Cette période démontre avec une acuité flagrante que le capitalisme tue, directement ou indirectement. Le confinement a consisté à confiner les infectés et les non infectés de la même famille tant qu'ils n'étaient pas en détresse respiratoire. Dans certaines régions, cela a consisté à choisir ceux qui avaient droit à la réanimation ou ceux qui devaient mourir comme nos anciens dans les EHPAD.

Le traitement de nos anciens dans les EHPAD, seuls, enfermés et non protégés contre la contagion est honteux ! Il met à jour la cupidité des structures privées qui ne font qu'engranger des profits sur le dos de la vieillesse. De telles structures doivent sortir de la logique morbide du profit.

En lui-même, le confinement a des conséquences sur la mortalité et la qualité des soins du fait de la rupture entre le médecin traitant et le patient (qui s'est fait uniquement par consultation téléphonique), des maladies autres que le Covid19 qui n'ont pas été traitées (car sous-estimées par les malades terrifiés), des urgences vidées, du stress, de la détresse, de la solitude, des dégâts psychologiques, du chômage total ou partiel avec baisse de revenus, de la faim...

## **II. L'épidémie Covid19 révèle la crise sanitaire du système capitaliste**

**La France, 6e puissance mondiale, se révèle être un pays sous-développé.** La situation industrielle de la France (avec les délocalisations industrielles et notre économie basée sur le tout tourisme pour des « équilibres stratégiques » de l'UE), les choix faits pour l'hôpital public (au nom du profit et de la rentabilité\*) et pour notre système de santé (au nom du dictat meurtrier et absurde du tout doit être rentable), a conduit à ce que l'Etat français ne considère plus le fait de « soigner ses habitants » comme une priorité !

Sur les 257 000 décès liés au covid19 dans le monde, 91 000 l'ont été aux USA – Canada – Brésil ; 144 000 en Europe ; 20 000 en Asie et 2 000 en Afrique (17% de la population mondiale) [chiffres du 6 mai].

L'Afrique, et en particulier le Sénégal, semble appliquer le protocole du professeur Didier Raoult de l'IHU de Marseille. Certains parmi nous se posent de réelles questions sur ce point sans avoir la compétence pour y répondre. Toutefois, d'un point de vue économique, il s'agit d'un traitement pas cher (quelques euros) et libre de tout brevet, contrairement aux autres médicaments testés qui coûtent par exemple 800€ l'injection.

**Pas de masque, alors qu'un masque pour chacun, aurait été une prévention efficace (l'exemple du Japon est frappant). Pas de masque, ni de surblouse pour les soignants.** La France incapable de se mettre à produire en masse des masques de protection, contrainte de jouer la comédie de la guéguerre sur le marché international pour en obtenir quelques uns. "Réquisition" ou "surenchère" pour acquérir des masques sur les tarmacs des aéroports et les soutirer à leurs destinataires originaux. Mais aussi organiser la pénurie, pour spéculer sur les prix.

\* **Le transfert des lits de l'hôpital depuis des décennies au profit des cliniques privées :** En 1997 nous avions près de 510 000 lits à l'hôpital. En 2014 nous en avions moins de 410 000 soit une perte de plus de 100 000 lits en seulement 17 petites années ! Ces six dernières années on a enregistré la fermeture de 17 500 lits d'hôpital. Un massacre inacceptable – mais heureusement réversible – car nos hôpitaux possèdent un grand savoir-faire, exigeons les moyens financiers pour changer tout cela immédiatement !

## **III. Le Covid19 arrive en pleine crise capitaliste internationale : un cadeau en or pour le capital !**

Le premier effet du confinement quasi international est le ralentissement économique de certains secteurs, c'est une évidence. Ce qui permet au système en crise de détruire une partie du capital de certaines entreprises, comme à chaque crise majeure, mais aussi de supprimer des emplois augmentant un peu plus le nombre de chômeurs, « l'armée de réserve », dont la fonction est – bien entendu – de renforcer l'exploitation des actifs et faire pression sur les salaires et les conditions de travail. Le chômage est inhérent au système capitaliste, il faut le rappeler. En deux mois, le nombre de chômeurs a augmenté de 1,1 million (+ 31%).

Plusieurs dépôts de bilan ont été enregistrés très tôt dans la crise. Un des premiers intérêts du battage médiatique sur le Covid19 a été de faire passer la fermeture des entreprises « les plus malades du système capitaliste » pour un concours de circonstance. Dès la fin du mois de février, on voyait déjà des compagnies aériennes déposer le bilan !

**La rapidité des effets d'annonces économiques est motivée par un point essentiel : renforcer l'effort économique national au plus vite !** Dès le 1er mars, alors que moins de 50 cas étaient « recensés » en France, Macron a annoncé le renflouement des petites et moyennes entreprises (jusqu'à 249 salariés dont le chiffre d'affaire est inférieur à 50 millions d'euros) dont les employés devaient être en quarantaine, la

prise en charge par les collectivités des retards de livraison des commandes sur les marchés publics et... **la compensation des bénéficiaires pour les entreprises implantées en Chine !** Par ailleurs, plusieurs pays ont réagi très vite en gelant les concours d'embauche dans les services publics alors que le virus n'était pas encore apparu chez eux. Dès le début, les premiers services fermés ont été ceux qui coûtaient le plus cher à l'hôpital public ou à l'éducation nationale.

#### **IV. De « crise » en « crise », la crise générale du capitalisme**

**La crise sanitaire du système capitaliste sert de prétexte et d'instrument à des objectifs politique et économiques afin de masquer une nouvelle crise du capitalisme. Tout le monde se souvient de la crise (financière/capitaliste) de 2008 déclenchée par la crise des prêts immobiliers/hypothécaires aux États-Unis et en Europe, semant la panique sur les places boursières. Cette crise révéla la tension financière existant dans l'ensemble des groupes bancaires, des plus installés et tentaculaires aux fonds spéculatifs de moindre envergure. Cette crise s'est soldée, en Europe comme aux États-Unis, par le renflouement sans précédent des banques « contre un accord de bonne conduite » et d'investissement dans l'économie « réelle » (le leurre de la bonne utilisation du capitalisme).**

Plusieurs journaux annoncent que le capital affiché par les entreprises cotées sur les différentes places boursières devrait retomber au niveau de 2008-2010 au moment de la dernière crise capitaliste. **Au vu de l'actualité, le chemin est vite fait de l'imputer à la crise sanitaire.**

En tant que marxistes, nous savons que de telles crises économiques chroniques sont inévitables puisqu'elles sont dues essentiellement à **la loi de la baisse tendancielle du taux de profit**. **L'analyse marxiste fondamentale se vérifie : la réalité du capitalisme c'est la recherche du profit maximal confrontée à la baisse tendancielle du taux de profit. Ce qui est décrit comme la financiarisation de l'économie, l'explosion de la dette privée, puis de la dette publique est autant une manifestation de la crise qu'un instrument pour renforcer l'exploitation du travail. Le système a besoin, plus que jamais, de détruire du capital pour renforcer son taux de profit.** On assiste ainsi à un affrontement terrible entre le capital et le travail, à l'échelle planétaire, les uns pour maintenir et accroître leur taux de profit, les autres pour s'assurer des conditions d'existence décentes. Les gouvernements au service du capital entreprennent d'accélérer et d'aggraver brutalement, à la faveur de la crise capitaliste, toutes leurs politiques antisociales qui sont pourtant à l'origine de cette dernière. Cette analyse est celle que nous portons aujourd'hui.

Par exemple, on a vu fleurir dans ce marché revitalisé de 2008 des groupes dont le capital affiché est parfaitement décorrélé de leur chiffre d'affaires. Ces groupes soutenus par le capital n'ont souvent pour but que d'attaquer la richesse produite par les travailleurs.

D'une part, on a des entreprises qui attaquent les « marchés publics » sur les décombres des services publics. On peut penser, par exemple, au marché de l'électricité où l'activité principale des entreprises (type Direct Energie, maintenant Happ-e, Planet oui, ...) est de faire des procès à EDF pour réduire le coût de revente de l'électricité aux fournisseurs privés, tout en augmentant le prix pour l'utilisateur... et en affichant un bilan financier négatif ! (***cf tract-pétition contre l'éclatement d'EDF/plan Hercule***).

D'autre part, on a une myriade de groupes qui jouent à inventer un statut du travail le plus dégradé possible (Uber comme différents services de livraison, petites prestations de services, petite sous-traitance) supportés par l'ensemble du capital pour leur ingéniosité en la matière (avec des pratiques souvent même illégales vis-à-vis du droit en vigueur), le plus souvent indépendamment de leur chiffre d'affaires.

Aussi, on a vu de lourds investissements d'État pour assurer le maintien des profits de l'industrie et notamment de l'industrie militaire : rachat d'un site de construction de sous-marins, programmes spatiaux ambitieux, progression du budget militaire en constante hausse (***cf tract-pétition pour la baisse des crédits militaires***).

#### **V. Des dépenses militaires en constante hausse depuis 1990 !**

Au plan international, nous assistons à une effrayante montée des périls. La fin de la « guerre froide » était censée ouvrir une période de détente et de désarmement. C'est exactement le contraire qui s'est produit avec la multiplication des foyers de guerre et des risques d'embrasement régionaux. **Les dépenses**

**militaires mondiales ont atteint 1750 milliards d'euros en 2019, en augmentation de 3,6% par rapport à 2018, de 7,2% par rapport à 2010 et de 36% depuis 1990 !** Les dépenses d'armement, des Etats-Unis (668 milliards d'euros), de la Chine (238 milliards d'euros) ou de la France (300 milliards d'euros selon la programmation 2019-2025) s'envolent. En période de confinement, nous avons assisté aux manœuvres militaires et de démonstration de forces de la part des Etats-Unis, de la Chine, du Royaume-Uni, de la Russie ou même de la France. Nous analysons tout cela comme la nouvelle étape de la mondialisation capitaliste et de l'exacerbation des oppositions inter - impérialistes, notamment avec l'émergence de nouvelles puissances mondiales et régionales. La concurrence pour le contrôle des marchés, des matières premières, y compris de l'alimentation, bat son plein. La crise capitaliste sanitaire met en relief les dépendances des Etats, y compris les plus développés vis-à-vis d'autres Etats, en matériel médical par exemple. Si la guerre militaire n'est pas encore à l'ordre du jour, la guerre économique se livre actuellement sans merci dans l'intérêt du grand capital.

## **VI. La fin du mythe « de l'Europe qui protège et qui unit »!**

**A cette occasion, l'UE capitaliste a montré son vrai visage : pas de solidarité pour sauver des vies.** Le mythe « de l'Europe qui protège et qui unit » ne fait plus illusion. L'UE n'a jamais visé que le renforcement de l'exploitation des travailleurs en Europe. Hier, le premier ministre menaçait de prolonger le confinement si les français se relâchaient. Une quatorzaine/quarantaine protectrice a été mise en place depuis le 12 mars pour toute entrée sur le territoire maintenu après le déconfinement. Aujourd'hui, le capital dicte sa loi : plus de quarantaine pour les riches, les patrons, la main d'œuvre étrangère surexploitée pour l'industrie agroalimentaire en Europe (le continent). Alors, où est le vrai ? Un virus très dangereux ou un confinement par la terreur pour liquider les droits des travailleurs en France ? L'UE a été conçue pour être un instrument aux mains des capitalistes afin de faciliter la concurrence entre les travailleurs des pays européens, en abaissant toujours plus les conditions de travail et de salaires, et permettre d'accroître les profits. En somme, une solidarité de classe contre la classe ouvrière européenne. « *En système capitaliste, les Etats-unis d'Europe sont soit impossibles, soit réactionnaires* ». L'analyse de Lénine, en 1915, est plus juste que jamais. Alors que Macron tente de nous faire croire à une refondation de l'UE dans son monologue du 13 avril.

## **VII. Des milliards pour les grands groupes capitalistes et une accélération des attaques contre les travailleurs !**

**Dans un tel contexte de confinement et de déconfinement progressif (mesures de sécurité et distanciation physique/sociale des salariés), en s'appuyant et en alimentant un climat de peur (H1N1, attentats, état d'urgence, covid, état d'urgence sanitaire, et demain l'apocalypse climatique), Macron et son gouvernement ont le champ libre pour imposer toutes les mesures en faveur du capital. Le but étant de faire payer aux travailleurs la crise capitaliste : accélération des attaques contre les conditions de travail, de vie et de salaires des travailleurs.**

Rappelons-nous qu'à chaque revendication des travailleurs, le gouvernement opposait l'argument suprême de la sacro-sainte « règle d'or » des 3% de déficit public du traité de Maastricht. Pourtant, aujourd'hui comme en 2008, cette règle est écartée d'un revers de main au profit du grand patronat (le « Pacte de stabilité et de croissance » européen est même suspendu !), avec l'approbation des syndicats qui s'imaginent ainsi maintenir le taux d'emploi inchangé.

Et toujours pas un copeck pour l'hôpital !

**Les vannes sont grandes ouvertes pour le patronat :** ce sont des exonérations et annulations de cotisations sociales (censées financer l'hôpital public !) et fiscales (le prélèvement à la source de l'IR est tombé à pic pour avancer la trésorerie des entreprises !), loyers, crédits, énergie, etc. Le 13 avril, Macron annonce encore plus de cadeaux et de souplesse dans les échéances des entreprises. Rajoutons les dernières annonces de garanties d'Etat pour Fnac-Darty (un demi milliard d'euros), Air France (7 milliards d'euros) et Renault (5 milliards d'euros). Mais l'Etat annonce, pour l'instant, remettre à plus tard sa décision d'aider la SNCF. Sans doute pour, à l'occasion de cette crise, liquider une partie de la SNCF, liquider son

monopole de fait et la propulser plus rapidement sur le terrain de la concurrence « libre et non faussée ». Nous assistons également à une étatisation des pertes des entreprises au service du profit capitaliste. Le patronat profite de la crise sanitaire pour faire prendre en charge une partie de la rémunération de ses salariés par l'Etat. Nos impôts et TVA paieront le salaire des travailleurs en activité à hauteur de 60%. Un scandale !

Aux travailleurs qui vivent la galère, pour les plus démunis, Macron a concédé quelques miettes. Pourtant c'est bien la galère pour 6 millions de privés d'emploi qui peinent à se faire verser leurs indemnités (et ne risquent pas de retrouver du travail) comme des 11 millions de travailleurs en chômage partiel avec des pertes de salaires asphyxiantes. Et que dire des enfants de familles avec de petits moyens qui d'habitude bénéficient d'un repas de cantine à tout petit prix comme à Saint-Martin-d'Hères et d'autres villes communistes. Qui fait le bilan des conséquences de ce confinement qui a crûment révélé les inégalités ? Les phrases creuses de Macron ne nous assurent de rien et en tout cas ne remplissent pas les frigos !

### **VIII. Macron gouverne pour le capital en s'appuyant et en alimentant un climat de PEUR. Edouard Philippe annonce un appauvrissement général en France.**

Après l'instauration de l'état d'urgence et le renforcement de la répression des mouvements sociaux sous Hollande, Macron et son gouvernement passent un cran au-dessus avec la mise en place de la loi d'urgence (sanitaire). **Cette loi d'urgence liberticide est prorogée jusqu'au 10 juillet 2020.** Une loi parfaite pour museler la protestation des travailleurs face aux prochaines attaques. Par ailleurs, la demande d'unité nationale a l'avantage de mettre en sommeil le torrent des revendications immédiates des travailleurs. Il serait de très mauvais goût de vouloir faire grève à la sortie du confinement, alors que nous sommes dans une telle situation d'urgence...

La sacro-sainte union sacrée avec le capitalisme permettra d'instaurer une super austérité pour détruire tout ce qu'il reste encore de nos conquies sociaux. **Macron et son gouvernement, par l'état d'urgence (sanitaire), vont pouvoir accélérer les attaques contre les travailleurs :**

Le 7 mai Edouard Philippe a prévenu qu'il faudra faire un effort sur le temps de travail et annonce un appauvrissement en France. Parions que ce ne sera pas le cas pour tout le monde. Les travailleurs seront première ligne de ce sacrifice via **l'extension de la durée légale du temps de travail ; le vol des jours de congés et RTT ; la casse de nos garanties collectives ; la casse de nos services publics qui continue, y compris à l'hôpital et à l'éducation nationale ; la baisse des salaires, le chômage total ou partiel ; l'attaque du statut dans les trois fonctions publiques et recours à la précarité institué au moment même où ses fonctionnaires assurent des missions essentielles ; l'éclatement de l'organisation du travail, l'application des mesures de sécurité sanitaire pour une distanciation physique/sociale des salariés ; etc.**

Le déconfinement permettra aussi d'avancer négativement sur des organisations du travail qui, jusque-là, étaient refusées par les salariés et leurs organisations syndicales : **l'accueil du public, exclusivement sur rendez-vous dans les services publics ; le développement et intensification du télétravail dont on peut craindre la généralisation avec la facilitation de délocalisation à l'étranger sur le modèle des centrales d'appel...**

L'Etat français doit museler toutes les forces vives et contestatrices du pays qui n'ont cessé de s'exprimer ces dernières années : luttés SNCF, santé, fonctionnaires, retraites etc... Pour ce faire, de l'état d'urgence sanitaire à la loi d'urgence « sanitaire » et liberticide, Macron et son gouvernement tendent à engager la France dans une alternative fascisante par une structuration d'éléments incontestablement fascistes : fichage (stop covid), assignation à résidence, permis de circuler, acceptation très large, intervention de l'Etat dans l'économie, étatisation des appareils idéologiques, développement de l'appareil répressif, prépondérance de l'exécutif sur le législatif, comportement de certains maires allant très loin, dénonciations pétainistes non combattues par le pouvoir même pas par rapport aux menaces sur le personnel soignant et contrôles outranciers, tentative de mise en place d'un ministère de l'information pour « contrôler les fausses informations », dépense militaire et de police avec l'achat de drones plutôt que du matériel médical, tendance au replis nationaliste / nationaliste européen avec fermeture des frontières intra UE / extra UE ... pour nous contrôler par la peur.

## **IX. Demain, l'arme absolue : « l'apocalypse climatique, pour nous faire accepter tous les sacrifices » !**

Le capitalisme exploite l'homme et les ressources naturelles à son profit, telle est sa fonction première. La recherche maximale de profit le rend indifférent à la détérioration du cadre de vie, à la santé des travailleurs et des populations, au gaspillage des ressources, à la menace qu'il constitue pour l'humanité, aux équilibres écologiques locaux et planétaires. C'est la destruction du système de santé, des services publics tout azimut. L'idéologie dominante utilise aujourd'hui les propres menaces que le capitalisme fait peser sur l'environnement pour développer de nouveaux marchés à son profit : le marché des droits à polluer, le « **capitalisme vert** ». Au nom de l'énergie renouvelable, des taxes sont, par exemple, prélevées sur les factures des consommateurs. Le risque « écologique » sert de prétexte à la fermeture des usines pour mieux les délocaliser, tandis que la recherche de compétitivité justifie l'abaissement et la « simplification » des règles de sécurité etc. Le réchauffement climatique pose des inquiétudes légitimes. Ses causes font l'objet de recherches. Mais au-delà de cela, les préoccupations écologiques sont instrumentalisées par le capital. Indifférentes, par exemple, à la faim dans le monde, les grandes puissances impérialistes enrôlent les opinions publiques dans cette nouvelle croisade morale. On invite les populations à accepter une restriction de la réponse à leurs besoins au nom de cette cause, notamment dans les pays les moins développés. L'aide au développement est détournée vers le capitalisme « vert », tandis que le pillage des ressources énergétiques des pays les plus pauvres continue. Les puissances impérialistes, les lobbys représentant les différentes industries énergétiques s'affrontent dans ce cadre idéologique imposé par les impérialismes occidentaux.

## **X. Bilan**

- 1) **L'ampleur de la crise capitaliste sanitaire est révélée par l'épidémie COVID19. Résultat d'une politique de santé répondant aux règles de rentabilité et niant la nécessité de la réponse aux besoins vitaux des travailleurs. En appliquant cette règle, le système s'accapare la part de richesses (que nous avons créées) qui était affectée à notre santé avec la Sécurité Sociale de 1945. Il réduit ainsi une part du renouvellement de notre force de travail et accentue notre exploitation.**
- 2) **La crise économique que le capital et ses médias nous présentent est une crise du système capitaliste telle que définie et analysée par Marx. Elle ne peut en aucun cas être imputée à la crise sanitaire, qui en est à la fois la fausse excuse et le révélateur.**
- 3) **L'explosion de la dette publique (addition des déficits publics de chaque année), qui avait déjà doublé entre 2008 et 2019, est autant une manifestation de la crise capitaliste qu'un instrument pour renforcer l'exploitation des travailleurs. La dette publique est creusée par et pour les capitalistes pour réaliser du profit et lutter contre les travailleurs. La nécessité de réduire la dette, inscrite dans les traités de l'Union européenne, pour détruire les services publics et les conquies sociaux des travailleurs, vole en éclat quand il s'agit de renflouer les groupes capitalistes. L'argument fallacieux, s'il faisait encore illusion ne tient plus. L'UE, la BCE et l'ensemble de ses institutions sont conçus pour imposer un niveau supranational où les trusts sont tout puissants dans le but de renforcer l'exploitation des travailleurs. Ce constat discrédite le leurre de « l'Europe sociale » comme « la refondation démocratique et solidaire de l'Europe ».**
- 4) **L'outil politique de Macron pour faire face à cette crise est l'état d'urgence liberticide afin de nous museler. Macron et son gouvernement tendent à engager la France dans une alternative fascisante par une structuration d'éléments incontestablement fascistes.**
- 5) **Disons-le sans détour : il existe une hiérarchie dans l'affrontement de classe. Sans un combat impitoyable contre les prédateurs capitalistes, toutes les luttes – aussi nobles soient-elles – viendront s'écraser contre le mur du profit. Parce que nous sommes communistes, nous sommes des écologistes conséquents et nous replaçons les conséquences et les causes dans l'ordre. Les sciences et les progrès de l'humanité doivent évoluer à l'aune de ce combat, dans tous les secteurs de la vie, de la production, de la consommation...**

**XI. Face à l'offensive du capital contre les droits des travailleurs, communistes, nous devons porter, dans les semaines et les mois à venir, ces revendications immédiates (liste non exhaustive) en rupture avec la politique de Macron:**

- L'annulation des loyers et factures énergétiques pour les travailleurs afin de compenser les pertes de salaires résultant du chômage partiel, des licenciements ou des contrats rompus depuis le début de l'année.
- Une augmentation immédiate et générale des salaires : le SMIC à 1700 euros net.
- Le retrait de tout projet de retraite par points. Nous nous battons pour la retraite à 60 ans, complète avec 37,5 annuités. Ces paramètres correspondent à la réalité des carrières et posent le lien essentiel, solidaire, entre travailleurs actifs et retraités. Le financement doit se faire par la fin des exonérations et autres cadeaux accordés au patronat (CICE) pesant plus de 60 milliards d'euros par an.
- Un plan d'urgence pour l'hôpital public suspendant toutes les fermetures de services et d'hôpitaux, et injectant immédiatement 4 milliards d'euros pour revaloriser les professions, permettre de nouvelles embauches et de nouveaux investissements.
- La collectivisation SANS CONTREPARTIE de tous les secteurs de santé (y compris les EHPAD) qui ont été privatisés et rendus exsangues par le capital. Nous exigeons également un hôpital public et une école publique de qualité. Cela ne peut passer que par une embauche massive de personnel avec des garanties statutaires.
- La défense et la reconquête des monopoles publics SNCF-RATP-EDF en refusant l'application en France des politiques de marchandisation des services publics au nom des traités, directives et règlements européens qui servent de prétexte à la politique du pouvoir dans l'intérêt du capital.
- La nationalisation des secteurs-clés de l'économie dans l'esprit des nationalisations démocratiques de 1945, y compris par voie de réquisition : l'ensemble du secteur bancaire et financier, les industries sidérurgiques, automobiles, aéronautiques, pharmaceutiques, les industries d'armement, le secteur énergétique, les autoroutes... La nationalisation représente une importante amélioration du rapport de force, en faveur des travailleurs et du peuple, pour développer et défendre les secteurs-clés de l'économie dans le sens de la réponse aux besoins du pays face aux projets destructeurs du capital.
- Le retrait du plan Darmanin de saccage des services des Finances Publiques et d'une manière plus générale l'arrêt de la casse du statut des fonctions publiques et leur revalorisation salariale, celles qui de fait assument la première ligne de front au quotidien.
- L'abandon des réformes inégalitaires du baccalauréat et du lycée. Des moyens pour les écoles.
- Le maintien des APL et de toutes les aides sociales spécifiques que le projet de « revenu universel » voudrait écraser.
- L'annulation de la réforme-étatisation de l'assurance chômage.
- Combattre l'impérialisme français, dans le cadre de la solidarité internationaliste et pour la paix avec : la sortie de la France de l'OTAN et de toute forme d'Europe de la défense ; la baisse des dépenses militaires et sa réorientation vers les politiques sociales, notamment l'hôpital, la prise en charge des personnes dépendantes, l'école et la coopération avec les pays moins développés ; l'arrêt immédiat des opérations militaires françaises à l'étranger ; la (re)nationalisation des industries d'armements, leur orientation stricte vers la défense nationale avec perspective de reconversion vers le civil ; le retour en France de tous les soldats déployés dans les OPEX (opérations extérieures) ; le démantèlement progressif, unilatéral, des programmes français d'armement nucléaire, et d'autres armes de destruction massive.

**L'alternative politique n'est pas la reconstitution d'une illusion sociale-démocrate et une union de la gauche de collaboration. L'alternative politique part de la victoire de la lutte sur les revendications !**

## **XII. A partir des luttes, reconstruire le Parti de classe dont les travailleurs ont besoin et construire la voie vers le socialisme:**

**Communistes, nous assumons notre héritage révolutionnaire en nous appuyant sur le marxisme-léninisme, sur les expériences nées de la Révolution d'Octobre et sur l'histoire du mouvement ouvrier français. La question du socialisme charpente nos luttes quotidiennes, notre conception des nationalisations en régime capitaliste, notre conception de l'industrie et des services uniquement orientés vers la réponse aux besoins des travailleurs, notre conception de la propriété des moyens de production.**

**Communistes, nous sommes déterminés à lutter et à organiser les travailleurs pour conduire les masses vers la Victoire : la rupture révolutionnaire avec la société capitaliste, l'appropriation des moyens de production, pour une société de mise en commun des moyens de productions, d'échange et de financement, dans laquelle le pouvoir politique et économique serait exercé par les travailleurs et pour les travailleurs : le Socialisme.**

**Le capitalisme, comme l'a dit Lénine, « *ne tombera pas s'il n'existe pas de forces sociales et politiques pour le faire tomber* ».**